

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.P.)

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS
TERRES & MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRES & MERS
HOTEL COMMUNAUTAIRE
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX**

Cahier des Clauses Particulières numéro : 18-042

**établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés
publics et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :**

**MAINTENANCE ET REPARATION DES BENNES A ORDURES MENAGERES ET DES
HYDROCUREUSES**

**Appel d'offres ouvert en application de l'(des) articles 25-I.1, 66, 67 et 68 du Décret
n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.**

Date et heure limites de remise des offres : 5 novembre 2018 à 11h30

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. - Objet de l'accord-cadre
2. - Décomposition de l'accord-cadre
 - 2.1. - Allotissement
 - 2.2. - Forme de l'accord-cadre
3. - Généralités
 - 3.1. - Pièces contractuelles
 - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
 - 3.3. - Protection de l'environnement
 - 3.4. - Réparation des dommages
 - 3.5. - Assurances
 - 3.6. - Autres obligations
4. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations
 - 4.1. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution
 - 4.2. - Exécution complémentaire
 - 4.3. - Pénalités de retard
 - 4.4. - Primes pour réalisation anticipée des prestations
5. - Prix et règlement
 - 5.1. - Contenu des prix
 - 5.2. - Variation des prix
 - 5.3. - Modalités de règlement
 - 5.4. - Périodicité des paiements
 - 5.5. - Avance
 - 5.6. - Sûretés
 - 5.7. - Pénalités diverses
 - 5.8. - Pénalités d'indisponibilité
6. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.1. - Lieu d'exécution
 - 6.2. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.3. - Clauses techniques
7. - Constatation de l'exécution et garantie
 - 7.1. - Vérifications
 - 7.2. - Admission
 - 7.3. - Garantie
8. - Dispositions diverses
 - 8.1. - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations
 - 8.2. - Autres dispositions
9. - Résiliation
10. - Litiges et différends
11. - Dérogations aux documents généraux

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

MAINTENANCE ET REPARATION DES BENNES A ORDURES MENAGERES ET DES HYDROCUREUSES

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 3 lots :

Lot n° 1 : MAINTENANCE ET REPARATION DES BENNES A ORDURES MENAGERES

Lot n° 2 : MAINTENANCE ET REPARATION DES HYDROCUREUSES DE TYPE RIVARD

Lot n° 3 : MAINTENANCE ET REPARATION DES HYDROCUREUSES DE TYPE HUWER

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande avec minimum et/ou maximum, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Elles sont susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Première période		Cumul périodes suivantes	
	Montant Minimum	Montant Maximum	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot 1 - MAINTENANCE ET REPARATION DES BENNES A ORDURES MENAGERES	0,00 € HT	90 000,00 € HT	0,00 € HT	180 000,00 € HT
Lot 2 - MAINTENANCE ET REPARATION DES HYDROCUREUSES DE TYPE RIVARD	0,00 € HT	50 000,00 € HT	0,00 € HT	100 000,00 € HT
Lot 3 - MAINTENANCE ET REPARATION DES HYDROCUREUSES DE TYPE HUWER	0,00 € HT	40 000,00 € HT	0,00 € HT	80 000,00 € HT

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au délai indiqué sur le dernier bon de commande.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
 - les pièces particulières, annexes éventuelles :
 - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

- a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail;
- b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.

(Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion de l'accord-cadre, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- a) Sa date d'embauche ;
- b) Sa nationalité ;
- c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution de l'accord-cadre et avant la notification de l'accord-cadre, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

A savoir :

a) Le certificat social URSSAF, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000€ le candidat et futur attributaire de l'accord-cadre doit fournir avant la notification de l'accord-cadre puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance).

4) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3-3-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-4-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5-Autres obligations

3-5-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 32.1 du CCAG FCS).

3-5-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 An(s), à compter du 01-01-2019.

L'accord-cadre est reconductible 2 fois, pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 3 An(s).

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non l'accord-cadre. La notification de cette décision doit intervenir 2 mois avant la fin de la période de validité en cours.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article 16 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 100 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'y a pas d'exonération des pénalités inférieures à 300 € HT.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Les frais de manutentions et de transport qui naîtraient du rejet ou de l'ajournement des prestations sont à la charge du titulaire.

Pendant son exécution le marché pourra être complété par de nouvelles prestations sur présentation d'un devis avec justificatifs. Les prestations devront être de même nature que celles du marché. Un bordereau des prix complémentaires sera alors rédigé et signé entre le titulaire et le représentant du Pouvoir Adjudicateur et lui sera notifié.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont fermes la 1^{ère} année et révisables par ajustement la seconde année en fonction d'une référence du fournisseur à partir de laquelle on procède à l'ajustement du prix de la prestation.

Les prix sont ajustés le lendemain de la date anniversaire de la notification du marché dans les conditions prévues à l'article 10-2 des clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services et sur la base des conditions économiques reprises ci-dessus.

Cet ajustement sera basé sur la substitution du bordereau des prix, catalogue de prix, barème ou bordereau du fournisseur par un nouveau document établi pour la nouvelle année.

Dans le cas, où le fournisseur aurait basé son offre sur des niveaux de remise, ces niveaux de remise resteront inchangés.

Toutefois, le changement de document de référence ne sera pris en compte que si les nouvelles références ont été dûment notifiées à Grand Calais, Terres & Mers par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou contre récépissé dans un délai de **deux mois** avant toute prise d'effet dudit ajustement.

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 10 %.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

1) Envoi papier

Les demandes de paiement sont adressées à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRE & MERS
DIRECTION FINANCIERE
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101 CALAIS

2) Envoi électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la demande de paiement peut ou doit être envoyée par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le caractère facultatif ou obligatoire de cet envoi électronique dépend de la taille du fournisseur ou du groupe dont il dépend. La facture électronique est obligatoire :

- A partir du 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés et plus CA de plus de 1,5 milliards €) et leurs sous-traitants
- A partir du 1er janvier 2018 : les entreprises de taille intermédiaire (ETI, 250 à 5 000 salariés et CA < 1,5 milliards €)
- A partir du 1er janvier 2019 : les petites et moyennes entreprises (PME 10 à 250 salariés et CA < 50 millions €)
- A partir du 1er janvier 2020 : les micro-entreprises (moins de 10 salariés et CA < 2 millions €)

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant minimum de l'accord-cadre est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de l'accord-cadre si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de l'accord-cadre.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Elle est égale à 5,00% du montant minimum toutes taxes comprises de l'accord-cadre, si le délai d'exécution de l'accord-cadre n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant minimum divisé par la durée de l'accord-cadre exprimée en mois.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

5-6-Pénalités d'indisponibilité

Conformément à l'article 14.2 du CCAG FCS, un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;

- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par l'accord-cadre.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

6-2-Conditions d'exécution des prestations

La prestation doit être exécutée dans les conditions suivantes : à titre indicatif, un état du parc des bennes à ordures ménagères et hydro cureuses est joint au dossier..

6-3-Clauses techniques

Le titulaire du marché devra pouvoir exécuter la totalité des travaux qui seraient nécessaires pour assurer la remise en fonctionnement, en conformité avec la réglementation en vigueur, des véhicules et des équipements confiés, à savoir principalement les travaux :

- De mécanique,
- D'hydraulique,
- D'électricité,
- D'électronique,
- De carrosserie,
- De chaudronnerie,
- De peinture
- De dépannage,
- De réparation d'organe déposé (vérin, pompe hydraulique, flexible...)

Dépannage et remorquage

Le titulaire pourra être appelé à se déplacer sur le site pour assurer des dépannages ou toute autre intervention qui ne pourrait justifier un convoyage du véhicule dans ses ateliers.

Les demandes de dépannage seront effectuées téléphoniquement, confirmée par télécopie.

Le candidat joindra à son offre, les tarifs publics de remorquage appliqués par son entreprise en faisant figurer ses taux de remise ou de majoration.

Délai de prise en charge des véhicules

Les dispositions relatives au délai de prise en charge des véhicules figurent à l'article relatif aux « Délais » de l'acte d'engagement.

Exécution des interventions

Les interventions seront réalisées dans les ateliers du titulaire.

Les prises de rendez-vous seront effectuées téléphoniquement. Grand Calais Terres et Mers déposeront pour la date convenue le véhicule dans les locaux du prestataire. Un état des lieux du véhicule sera établi avec le titulaire.

Une vérification sera effectuée par le représentant de la personne publique lors de la reprise du véhicule.

Grand Calais Terres et Mers ne pourra être rendue responsable, ni mise en cause pour tous les accidents qui pourraient survenir au personnel du titulaire lors de l'exécution de ses prestations ; il appartient au titulaire de s'assurer contre tous risques d'accidents pouvant survenir soit, à son personnel, soit, à des tiers, du fait de l'exécution de son marché.

Convoyage aller et retour des véhicules

Les convoyages aller et retour des véhicules pourront être pris en charge par le titulaire. Un état des lieux sera établi avec le prestataire lors de la prise en compte et à la restitution du véhicule. La prise en compte vaut pour transfert de garde.

Intervention de réparation sur des organes déposés

Les interventions sur les organes déposés seront réalisées dans les ateliers du titulaire.

Les transports aller et/ou retour des organes déposés dans les ateliers du titulaire seront assurés par la Communauté d'Agglomération Grand Calais..

Vérification des équipements mécaniques

Dans le cas de réparation sur des organes de sécurité ou intervenant sur la sécurité, le titulaire devra prendre à sa charge la vérification des équipements qui sera obligatoirement réalisée par un bureau de contrôle agréé

Etat des lieux des véhicules

Le titulaire pourra être appelé à effectuer un état des lieux des BOM ou des hydrocureuses. Les constatations seront transcrites sous forme de rapport avec, si nécessaire, un devis de remise en état.

Les vérifications seront traitées à prix forfaitaires.

Pièces de rechange

Toutes les pièces de rechange et consommables devront être garantis d'origine par le constructeur ou de qualité équivalente.

Garantie des interventions

La période de garantie commencera à courir à compter de la date de reprise des matériels ou de la réception des organes réparés. Sauf disposition particulière, elle sera de 6 mois minimum.

6-4-Catalogue de prix

A l'appui de son offre, le candidat produira son ou ses catalogue(s) de prix pour l'ensemble des pièces de rechange et consommables qui seraient susceptibles de pouvoir fournir lors de ses prestations.

Les références du constructeur ou fabricant devront obligatoirement apparaître sur le(s) catalogue(s) de prix. Il fournira un tableau de remise ou de majoration pour l'ensemble des catalogues de prix.

6-5 Devis

Un devis sera sollicité pour chaque demande de prestation.

Il en est de même pour toute fourniture non référencée au catalogue de prix.

Dans son exécution, le marché pourra être complété par de nouvelles prestations sur présentation d'un devis. Ces prestations devront être de même nature que les fournitures du marché.

Les devis seront établis gratuitement.

6-6 Exécution des demandes d'intervention

Avant l'émission d'un bon de commande, il pourra être demandé, pour certaine réparations complexes, d'établir un devis relatif à la réparation.

Les devis estimatifs établis par le titulaire, le seront gratuitement, sans démontage, et conformément aux prix du bordereau des prix.

Les bons de commandes sont adressés par lettre, précédés d'une télécopie. Ils sont signés par :
le représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce bon de commande précisera :

- La date de la commande
- les références du véhicule
- le descriptif de la panne
- le délai de réparation
- le lieu d'intervention
- le montant HT et TTC du bon de commande

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services., l'admission des prestations est automatique après vérification. Seules les décisions de refaction, d'ajournement ou de rejet pourront faire l'objet d'une notification écrite.

7-3-Garantie

Conformément à l'article 28.1 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 1 An(s).

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 10 jours ouvrés pour effectuer toute mise au point ou toute réparation demandée.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCP

Fait à CALAIS le 29-08-2018.